

On a dit cet après-midi que nous avons trop favorisé les placements pour l'expansion de l'industrie pétrolière. Il va sans dire que nous avons un besoin illimité de capitaux pour exploiter ce genre de ressources. Il nous faut un capital considérable pour le développement de ces ressources et des marchés, pour équilibrer notre commerce extérieur, augmenter notre produit national brut et ne pas accabler d'un surcroît d'impôts le petit salarié. Nous devons contribuer à la croissance industrielle du pays et voilà le point où je me sépare des socialistes. Je ne peux comprendre leurs arguments. Pensez qu'un député a dit cet après-midi qu'on investissait trop au Canada pour développer l'industrie du pétrole. Si nous adoptons cette façon de penser, nous ne sortirons pas de l'âge des ténèbres.

● (8.30 p.m.)

Un mot du gaz naturel. Dans ce domaine, on a constaté un essor formidable au cours des dernières années et l'Ouest du Canada a besoin de plus d'industries secondaires. Le gaz naturel est transporté par pipe-lines de l'Ouest du Canada jusqu'à l'Est du pays et aux États-Unis. Sur notre territoire nous n'avons pas de régions à population dense. Nous devons développer les industries secondaires de façon que l'Ouest du Canada puisse se servir du gaz naturel comme de matière première. A coup sûr, notre gaz naturel permettra la création d'industries secondaires sur notre territoire et toute l'économie du pays en tirera profit.

Voici ce qu'il me reste à dire, monsieur l'Orateur: Je remarque qu'il n'y a pas beaucoup de partisans du gouvernement à la Chambre, mais j'exhorte néanmoins le gouvernement à présenter une politique pétrolière qui réponde à nos besoins. Puisque le ministre ne croit pas que le Canada soit disposé à négocier une nouvelle politique pétrolière continentale, pourquoi le gouvernement n'aurait-il pas la franchise de dire la vérité à la Chambre afin que le public la connaisse? Il devrait être honnête à la Chambre, au lieu de cacher la vérité en nous parlant d'établir des commissions d'étude et de mener des enquêtes.

Non seulement nous aurions dû être mis au courant de la situation exacte, ce que le ministre aurait dû faire il y a quelques mois au sujet de la céréaliculture, mais le ministre devrait nous dire exactement comment le gouvernement entend aborder le problème. J'exhorte le ministre à envisager de former un comité composé de députés et de membres de l'autre endroit pour avoir des entretiens avec les membres du Congrès des États-Unis, leur exposer le point de vue du Canada, et

essayer d'élaborer une nouvelle politique pétrolière continentale, grâce à laquelle le Canada aurait la place qui lui revient sur le marché nord-américain du pétrole. Les impôts que l'industrie pétrolière pourrait payer atteindraient un montant colossal et pourraient servir à établir chez nous de nouvelles industries du secteur secondaire.

La santé économique du centre du Canada n'est pas des meilleures. Je prévois que le député de Calgary lancera un appel semblable au mien. Il demandera sans doute que nous nous penchions de nouveau sur l'industrie pétrolière. J'ai toujours dit que les gens de l'Ouest devaient faire front commun. Nos différences à la Chambre proviennent des différences entre les circonscriptions que nous représentons, plutôt que de différences politiques. Je l'ai toujours soutenu. Il a toujours été de règle à la Chambre de se lever pour parler et de s'asseoir pour écouter. Depuis trop longtemps, le pays se conduit comme si tout ce qui se trouve dans l'Ouest était excessivement riche et que nous vivions dans le luxe. Notre industrie agricole est dans l'état le plus critique depuis la crise des années 30. L'Ouest du Canada va bientôt essayer un recul tel qu'on n'en a pas vu depuis les années 30, et l'industrie pétrolière aussi va traverser une crise. Nous sommes toujours fiers que le premier ministre (M. Trudeau) visite notre ville, mais je dois dire au gouvernement que la réception qui lui a été ménagée l'autre soir ne sera rien comparée à celle qui l'attend dans six mois s'il ne fait pas un effort manifeste et honnête pour améliorer le sort des gens de l'Ouest. Que le gouvernement sache que nous allons de l'avant. Si nous ne pouvons obtenir d'aide ici, nous nous adresserons ailleurs.

M. P. M. Mahoney (Calgary-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais pouvoir partager les sentiments des députés qui ont félicité aujourd'hui le ministre d'avoir présenté cette mesure. Selon eux, c'est un projet de loi qui arrive à point nommé. En toute franchise j'avais espéré qu'il y aurait déjà eu tellement de découvertes de pétrole dans les territoires du Nord-Ouest et le Yukon à l'heure qu'il est que cette mesure aurait été tardive. Mais nous avons été déçus à cet égard et la mesure vient au bon moment.

La première loi pour la conservation du pétrole et du gaz a été adoptée en Alberta en 1938, et nos principes de conservation sont restés à peu près les mêmes. En effet, nous voulons conserver nos ressources de pétrole et de gaz, empêcher leur gaspillage, assurer l'application de pratiques suffisantes et efficaces en ce qui concerne l'emplacement, l'espace, le forage, l'équipement, l'exploitation et l'abandon des puits, bref, tous les